

Chapitre 4. Les échanges au service du développement

La Chine, l'Inde et les pièges de la spécialisation

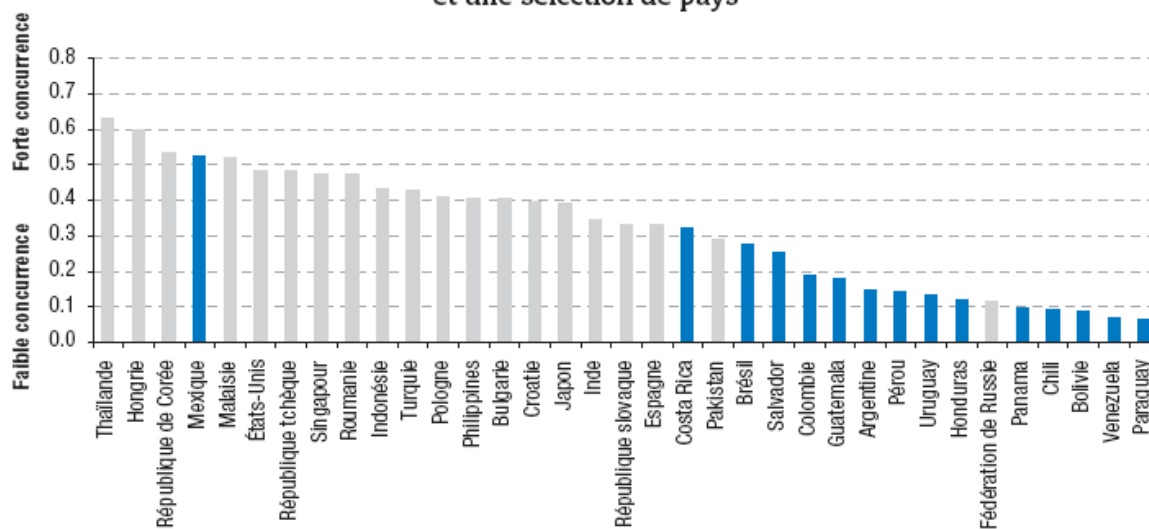
Par ses répercussions substantielles sur l'Amérique latine, l'essor économique de la Chine et de l'Inde fait l'objet d'un vif débat public. Ces deux géants asiatiques affichent de meilleurs résultats que l'Amérique latine depuis le milieu des années 1990 – que ce soit en termes de croissance, d'exportations, d'IDE que d'innovation – suscitant une appréhension considérable dans la région. Bien qu'il existe de nombreux exemples de coopération d'entreprises entre l'Amérique latine et ces géants asiatiques et que leurs gouvernements aient signé des accords commerciaux, l'opinion publique perçoit parfois cette présence grandissante comme une menace pour l'économie nationale. À y regarder de plus près, on se rend compte que l'impact réel de la rapide intensification des échanges mondiaux avec la Chine et l'Inde est en fait bien plus encourageant.

Concurrence commerciale entre l'Amérique latine et les géants asiatiques

Les États-Unis, l'Union européenne et le Japon sont les principaux marchés tiers sur lesquels se joue la concurrence entre l'Amérique latine et les géants asiatiques. C'est aux États-Unis – qui, à eux seuls, ont accueilli 57 pour cent des exportations latino-américaines en 2006 – qu'elle est la plus intense. La Chine et l'Inde accroissent leurs parts de marché aux États-Unis et, dans le cas de la Chine, ont déjà dépassé le Mexique par exemple.

Cependant, une analyse plus précise montre que seuls quelques pays d'Amérique latine sont confrontés à une forte concurrence commerciale de la Chine et de l'Inde et que cette dernière ne représente pas une menace significative pour l'Amérique latine dans son ensemble. Les figures 6 et 7 donnent des indicateurs de la concurrence à l'exportation entre la Chine ou l'Inde et différents pays. Pour mesurer cette concurrence, nous avons comparé la structure des échanges de chaque pays à celle de la Chine (figure 6) et de l'Inde (figure 7). Un score élevé révèle une similarité dans la composition de leurs exportations, ce qui suggère une concurrence accentuée sur les marchés tiers.

Figure 6. Concurrence des exportations chinoises pour l'Amérique latine et une sélection de pays

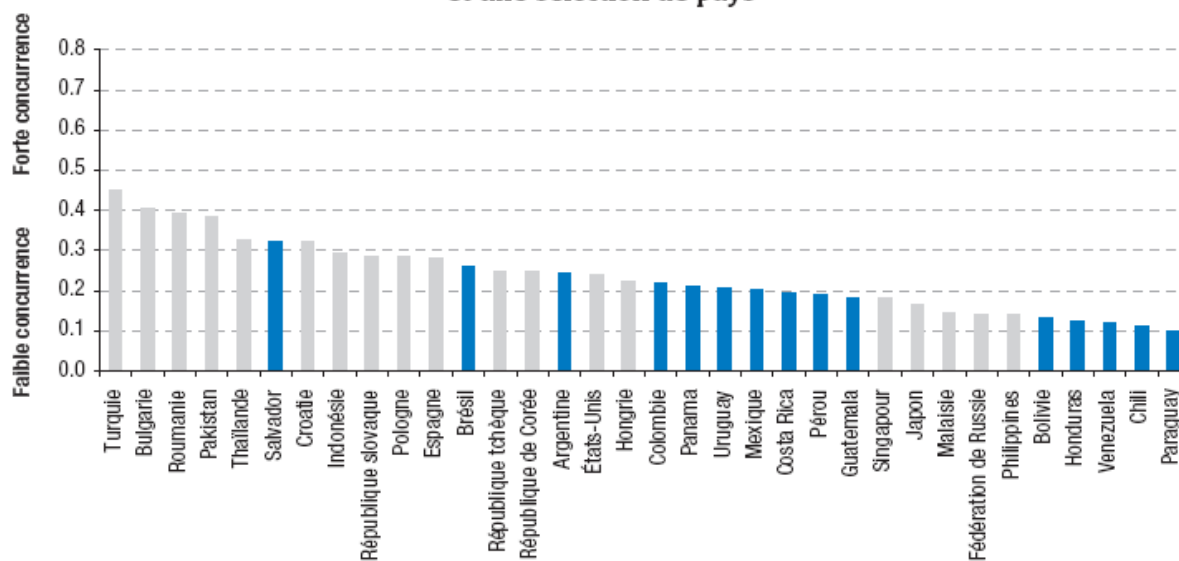


Note : Mesuré par les coefficients moyens de spécialisation et de conformité.

Source : Centre de développement de l'OCDE (2007) d'après WITS et Comtrade (2007).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/123643804380>

Figure 7. Concurrence des exportations indiennes pour l'Amérique latine et une sélection de pays



Notes : 1. Mesuré par les coefficients moyens de spécialisation et de conformité.
2. Pour de plus amples détails, voir Annexe statistique, tableaux 4.A5a et 4.A5b.

Source : Centre de développement de l'OCDE (2007) d'après les données WITS et Comtrade (2007).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/123677157417>

Ces données indiquent que les exportations de la plupart des pays d'Amérique latine sont très différentes de celles de la Chine et de l'Inde, si bien que la région n'a pas grand chose à craindre du dynamisme de leurs exportations. D'autres économies émergentes – la Thaïlande, la Hongrie et la Malaisie par exemple – doivent faire face à une concurrence bien plus rude de la part des exportations chinoises. Le Mexique et l'Amérique centrale font exception à ce tableau général vis-à-vis de la Chine. La concurrence indienne que doit supporter l'Amérique latine est tout aussi faible, les pays les plus exposés de la région étant visiblement le Salvador, le Brésil et l'Argentine ; des économies émergentes d'autres régions – en particulier le Pakistan, la Roumanie, la Turquie et la Bulgarie – sont bien plus menacées. Il n'est pas surprenant de constater que les pays d'Amérique latine qui exportent essentiellement des produits de base sont soumis à une concurrence moins intense, puisque la Chine et l'Inde sont importateurs nets de ces produits : ce sont donc le Paraguay, le Venezuela, la Bolivie et le Chili qui souffrent le moins de la concurrence commerciale des géants asiatiques.

La manne des exportations de produits de base

Facteur tout aussi important, la rapide croissance de la Chine et de l'Inde ouvre aux pays d'Amérique latine de vastes débouchés d'exportations. Par exemple, si la structure des exportations du Mexique laisse entendre que ce pays est parmi les plus vulnérables de la région à la concurrence asiatique, notamment en ce qui concerne les produits manufacturés, cette économie est également, avec la Colombie et le Venezuela, celle qui a le plus à gagner de l'intensification des exportations de matières premières vers la Chine et l'Inde. En effet, sur les 19 principaux exportateurs d'Amérique latine et des Caraïbes, onze sont spécialisés dans les produits de base, tandis que la Chine et l'Inde sont les principaux importateurs de ces produits. L'essor de la demande de pétrole et de produits miniers de la part de ces derniers fait déjà gonfler nettement les recettes d'exportation de l'Amérique latine, qui en retire des avantages directs (accroissement du volume de produits de base exportés vers la Chine et l'Inde) et indirects (hausse des

cours mondiaux des produits de base exportés vers l'Asie et ailleurs, sous l'effet de la forte demande asiatique). Néanmoins, contrairement aux économies émergentes d'Asie du Sud-Est, peu de pays d'Amérique latine semblent susceptibles de tirer profit d'une croissance potentielle des échanges intra-sectoriels avec la Chine et l'Inde. Le Brésil et le Mexique font peut-être en partie exception, étant donné qu'ils pourraient bénéficier des échanges de produits manufacturés avec les géants asiatiques.

Le syndrome hollandais ou la malédiction des ressources naturelles

Le dynamisme de la croissance de la Chine et de l'Inde promet certes des bienfaits substantiels aux exportateurs latino-américains de produits de base (notamment de pétrole, minerais et produits agricoles), mais le risque majeur est que ces exportations se renchérissent, que les pays exportateurs de ressources naturelles voient leur revenu augmenter et qu'ils deviennent tributaires de ce secteur, au détriment des autres. Comme l'explique largement la littérature consacrée à ce que l'on appelle le « syndrome hollandais », si l'envolée des recettes d'exportation de produits de base peut alimenter à la fois la croissance et les rentrées de l'État, elle peut avoir des répercussions catastrophiques si elle n'est pas gérée d'une manière responsable. L'essor des exportations de produits de base peut facilement conduire à une appréciation du taux de change d'un pays, d'où un recul à long terme des autres exportations, en particulier les produits manufacturés, qui pèsent sur le développement économique.

Des données récentes sur les schémas commerciaux en Amérique latine justifient partiellement une telle inquiétude. Les termes de l'échange se sont considérablement améliorés dans certains pays, comme la Colombie, le Chili ou l'Uruguay, ce qui montre que les prix de leurs principales exportations ont progressé plus vite que ceux de leurs importations. La plupart des pays d'Amérique latine affichent également un niveau de concentration des exportations sur les produits de base plus élevé qu'au début du siècle. Les cas les plus frappants sont le Venezuela, l'Équateur, la Bolivie et le Chili, et, les exceptions, le Costa Rica et l'Argentine.

Plus rassurant, les taux de change réels ne se sont pas appréciés autant que l'on aurait pu le craindre. La stabilité macro-économique a pu être préservée et l'inflation maîtrisée, réussite à mettre en partie au crédit de la réforme budgétaire, surtout grâce aux fonds de stabilisation et aux fonds pétroliers récemment mis en place. De nouvelles règles, telles que des lois sur la liberté d'information, devraient encore favoriser la transparence et la responsabilisation.

Renforcer la compétitivité

Avec le boum actuel des produits de base, il est de plus en plus impératif, pour les autorités comme pour les entreprises latino-américaines, que ces recettes exceptionnelles soient dirigées vers des activités motrices pour la croissance, d'une manière à pérenniser cette dernière hors du secteur des ressources naturelles. Il s'agit notamment de renforcer les capacités dans l'innovation, l'enseignement et les infrastructures physiques. Ces activités sont nécessaires pour consolider la position concurrentielle des exportateurs n'intervenant pas dans le secteur des produits de base, y compris ceux qui opèrent dans les échanges intra-sectoriels, et pour compenser les effets négatifs d'une éventuelle appréciation du taux de change. La diversification de l'économie et l'exploitation des possibilités d'exportation qui peuvent exister dans d'autres secteurs exigent également un environnement commercial sain, afin que les pays d'Amérique latine restent des destinations attractives pour les IDE et pour les actions de coopération en faveur de l'innovation. Pourtant, les dépenses d'innovation, toujours insuffisantes, sont principalement axées sur la recherche fondamentale et génèrent donc peu de partenariats public-privé. L'éducation reste elle aussi un enjeu de taille, même pour les pays les plus performants de la région.

En outre, pour ces pans des économies latino-américaines qui sont en concurrence avec les exportations chinoises et indiennes – c’est surtout le cas d’une grande partie des industries manufacturières mexicaines et costaricaines – ainsi que pour les secteurs à forte intensité de main-d’oeuvre en Amérique latine et dans les Caraïbes, la proximité des États-Unis peut constituer un avantage concurrentiel considérable lorsque la rapidité de la livraison ou de la mise en oeuvre est cruciale. Parmi les produits concernés, citons les vêtements (où la mode change fréquemment), les pièces automobiles et les composants électroniques dans les systèmes de production au plus juste, qui nécessitent une livraison en juste-à-temps des biens intermédiaires manufacturés. Cependant, pour exploiter l’avantage lié à cette proximité, il faut disposer d’infrastructures de transports et de télécommunications performantes. Or, en Amérique latine, le niveau actuel des investissements d’infrastructures reste très en deçà de celui des économies asiatiques, et de nombreux pays devront repenser leur stratégie dans ce domaine.

Les infrastructures pourraient donc constituer un axe critique de réaction de l’Amérique latine à la concurrence accrue de l’Asie. Le Mexique ne pourra pleinement tirer parti de sa position géographique qu’en améliorant ses infrastructures, et l’Amérique latine dans son ensemble doit investir davantage et mieux dans les infrastructures. En présence d’un secteur public bien organisé et apte à gérer les projets d’infrastructures, avec le maintien d’une discipline budgétaire et la participation active du secteur privé, ces investissements pourraient aussi contribuer à lutter contre la pauvreté et les inégalités.

Perspectives

L’Amérique latine jouit actuellement d’une certaine stabilité macro-économique et d’une politique publique pragmatique. Largement répandue, la démocratie gagne en vigueur grâce à l’amélioration des politiques budgétaires. Si elle n’encourage pas l’épargne, la réforme des retraites favorise tout du moins le développement du secteur financier. Les IDE sont solides et la région compte de nombreuses multinationales, qui y ont leur siège ou des filiales. Le rapide développement des télécommunications, secteur auquel contribuent fortement les investisseurs étrangers, devrait aider à relever la productivité et le niveau de vie d’une grande partie des habitants de la région. Enfin, contrairement à ce que beaucoup redoutent, les échanges avec l’Asie constituent davantage une opportunité qu’une menace pour la région dans son ensemble. Parvenir à préserver la stabilité macro-économique dans ce contexte est déjà en soi une réussite considérable.

Les défis auxquels l’Amérique latine est aujourd’hui confrontée n’en sont pas moins impressionnants. Le niveau toujours élevé de la pauvreté et des inégalités figure en tête. De même que les mesures permettant de soutenir la croissance, ils nécessitent des dépenses publiques et sociales plus efficaces et moins régressives, de nature à renforcer la légitimité démocratique et fiscale. Ils appellent à une réforme des fonds de pension qui, outre leur capacité à renforcer les marchés des capitaux, apportent une source fiable de revenus de retraite pour davantage d’habitants. Il faut réglementer les services publics clés (notamment les télécommunications), avec des mesures bien pensées pour renforcer les incitations du marché tout en réduisant efficacement les inégalités d’accès entre riches et pauvres. Il faut que les pouvoirs publics et les entreprises réorientent une plus forte proportion des recettes exceptionnelles issues des exportations de produits de base vers des activités stratégiques qui stimuleront la croissance à long terme via, en particulier, des dépenses plus appropriées et plus conséquentes dans l’éducation, l’innovation et les infrastructures. Par-dessus tout, il faut un secteur public efficient et réactif, qui bénéficie d’une légitimité budgétaire et soit capable d’apporter une vision stratégique tout en maintenant une discipline budgétaire et en faisant pleinement intervenir le secteur privé.